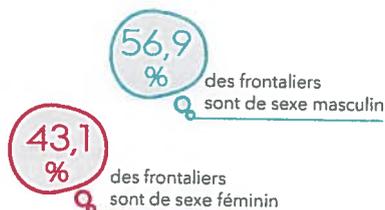
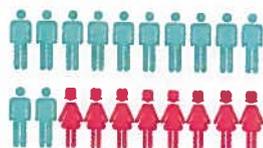


2^{EME} EDITION DE L'OBSERVATOIRE DES FRONTALIERS

Le Groupement transfrontalier européen vient de réaliser conjointement avec le Crédit Agricole des Savoie et le Crédit Agricole Next Bank la deuxième édition de l'Observatoire des Frontaliers. Mené par l'institut de sondage IPSOS, cet Observatoire a pour objectif de s'inscrire dans le temps afin de mieux comprendre et appréhender les attentes des travailleurs frontaliers.

L'étude se base sur un échantillon de 403 individus interrogés, résidant en France, travaillant en Suisse et répartis sur les territoires frontaliers de la Savoie, Haute-Savoie et de l'Ain. Elle a été réalisée entre le 28 juin et le 5 juillet 2018, par téléphone et selon la méthode de quotas.

RÉPARTITION PAR SEXE

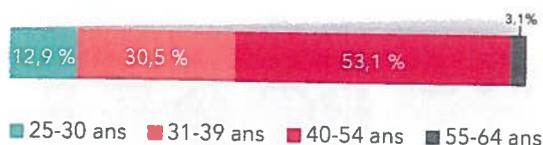


La part des femmes a diminué par rapport à 2015. La tendance reste toujours à une surreprésentation des hommes par rapport aux femmes. Toutefois, la tertiarisation de l'emploi frontalier, notamment sur Genève ainsi qu'une meilleure parité sur l'accès du marché de l'emploi pourraient amener la part des femmes à progresser à l'avenir.

A noter, parmi les personnes en couple, notamment avec des enfants, seulement 31,2 % des conjoints travaillent également en Suisse.



RÉPARTITION PAR ÂGE



La moyenne d'âge a baissé d'un an par rapport à 2015 (42 ans). Plus de la moitié des frontaliers ont entre 40 et 54 ans. La moyenne d'âge est de 41 ans. Les frontaliers ont déjà une certaine expérience

professionnelle lorsqu'ils sont recrutés. La majorité (près de 55%) travaille en Suisse depuis plus de 10 ans. Pour les frontaliers âgés entre 55 et 64 ans, ils ne sont que 3,1 % à conserver leur statut de travailleurs frontaliers. Cela confirme une tendance, les seniors sont plus fragilisés dans leur emploi.

NATIONALITÉS

La part des Suisses a légèrement chuté : 12,6 % contre 15 % en 2015.

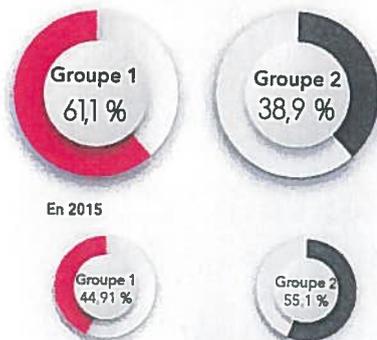
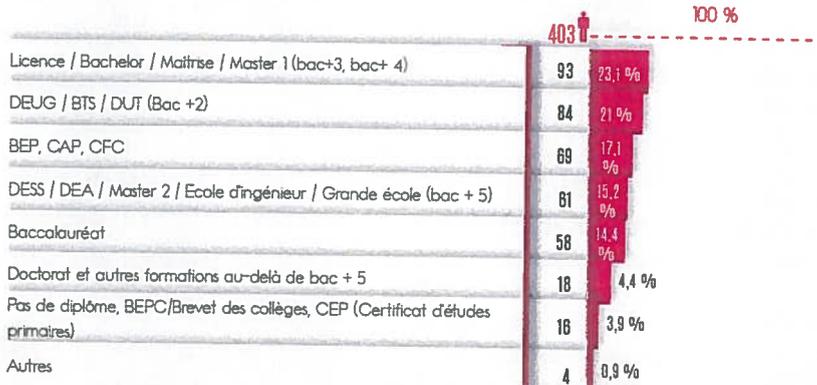


94,1 %
des frontaliers
sont de nationalité
française et
10,5 %
sont des Franco-Suisse.

(Attention, la base ne fait pas 100 %, des personnes ayant la double nationalité.)

DIPLÔMES

Comme en 2015, on constate un marché du travail ouvert à tous les niveaux de qualification avec toutefois une préférence pour les diplômés bac +3 et plus (42,7 %). 18,6 % des frontaliers ont fait leurs études en Suisse.



Groupe 1 : employés, ouvriers.

Groupe 2 : dirigeants, cadres et professions intellectuelles supérieures, professions intermédiaires et indépendantes.

CATÉGORIES SOCIO-PROFESSIONNELLES

La proportion des employés et ouvriers a fortement augmenté par rapport à 2015 (61 % contre 45 %). On les retrouve notamment dans le secteur du commerce et de la construction. Pour les CSP +, la tendance est inversée, leur part a diminué. La préférence cantonale en vigueur depuis plusieurs années à Genève, les a sans doute incités à déménager en Suisse de crainte de perdre leur poste, notamment pour les cadres du secteur public et parapublic,



MOTIVATIONS

Le niveau de salaires reste la principale motivation pour aller travailler en Suisse. Le dynamisme du marché du travail et la proximité avec le lieu de résidence contribuent aussi à l'attractivité des marchés genevois et vaudois. Notons toutefois que les possibilités d'évolution dans l'entreprise ont chuté par rapport à 2015, passant ainsi de la 3^{ème} à la 5^{ème} place (27% en 2015 contre 18% en 2018).

Cumul des citations



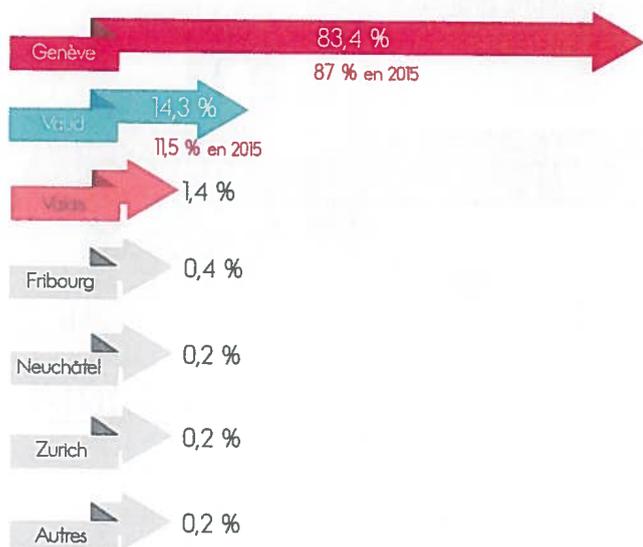
Les résultats ne somment pas à 100 %, un frontalier ayant cité 3 motivations à travailler en Suisse





CANTON DE TRAVAIL

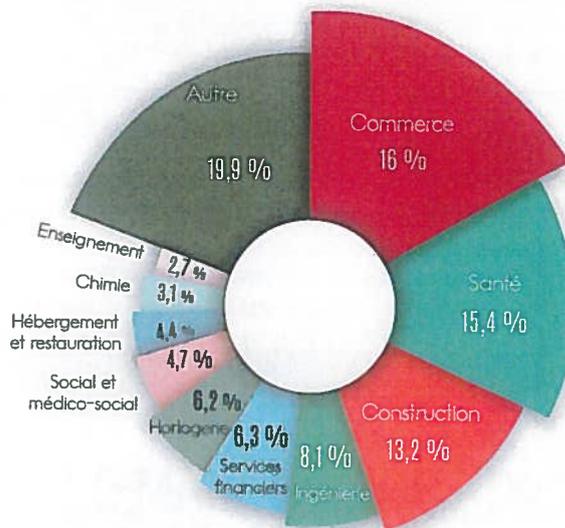
Le canton de Genève concentre l'emploi frontalier mais la part de Vaud augmente en 2018. On peut se demander si ce changement est en lien avec l'adoption, par le canton de Genève, de la préférence à la main d'œuvre locale ou si d'autres facteurs, comme le temps des trajets entre le domicile et le lieu de travail ou un meilleur dynamisme dans certains secteurs vaudois, jouent un rôle dans ce changement.



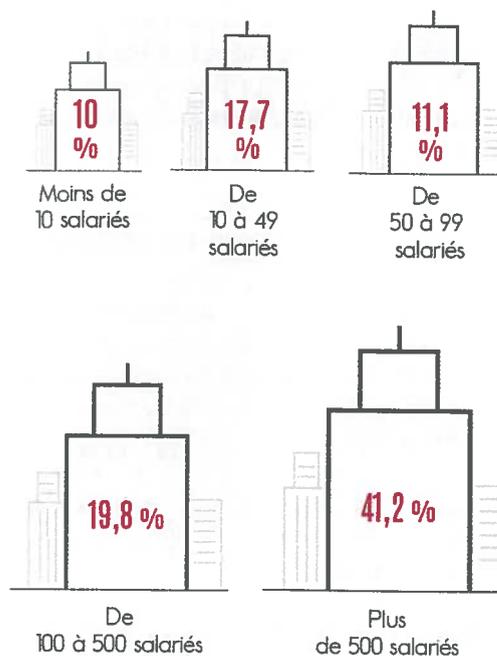
Le canton de **Genève** concentre plus de **3 emplois frontaliers sur 4**.
 Comme en 2015, Genève concentre à elle seule la plus grande majorité de l'emploi frontalier.

SECTEURS D'ACTIVITÉ

En 2018, le secteur du commerce arrive en tête (16 %) alors qu'en 2015, la santé était le secteur le plus représenté avec 19,2 %. Là aussi on peut poser le corollaire avec la préférence cantonale instaurée à Genève dans le secteur public et parapublic, plus particulièrement aux HUG et dans certains EMS.

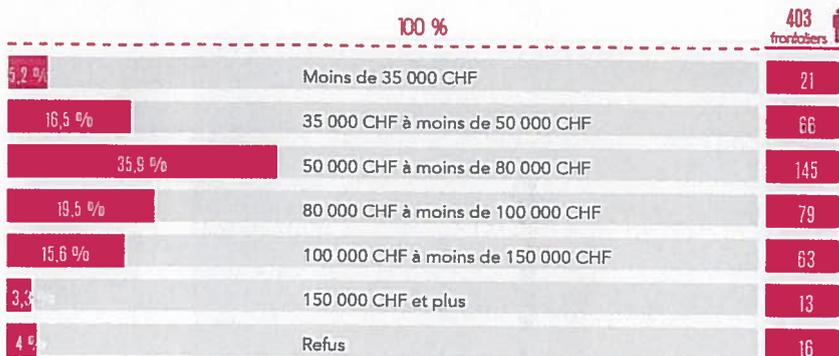


Comme en 2015, la majorité des frontaliers travaillent dans le secteur privé. 72,1 % sont employés dans des structures de plus de 50 salariés et 42,2 % des entreprises dans lesquelles ils travaillent, emploient plus de 50 % de frontaliers (contre 46 % en 2015).



SALAIRES

Près de 71 % des travailleurs frontaliers gagnent plus de 50.000 CHF par an. De nombreux frontaliers (et frontalières) travaillent à temps partiel. Dans une prochaine étude, il serait intéressant de rapprocher le salaire au temps de travail.

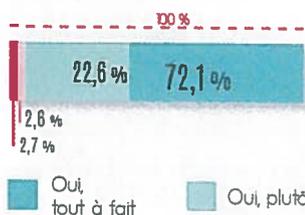


INTÉGRATION EN SUISSE

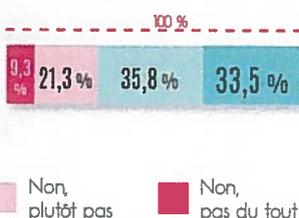
En tant que frontalier, vous sentez-vous socialement intégré ?

Plus de 9 frontaliers sur 10 se sentent intégrés dans leur entreprise.

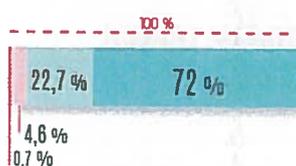
... en France ?



... en Suisse ?

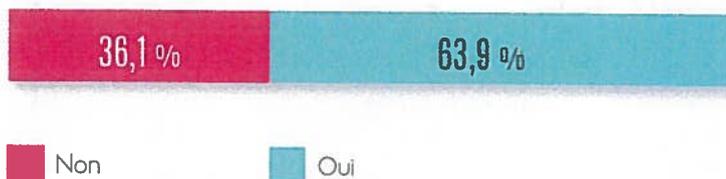


... dans votre entreprise ?



Avez-vous des relations sociales en Suisse, en dehors de vos relations professionnelles ?

Les frontaliers ne viennent pas uniquement en Suisse pour exercer leur activité professionnelle. Majoritairement intégrés, 63,9 % d'entre eux y développent un tissu relationnel. Cette proportion est proche de celle concernant leur sentiment d'intégration sociale en Suisse (69 %).



44% des frontaliers avaient des relations sociales en Suisse avant d'y venir travailler. Le réseau est probablement un facteur important pour pouvoir accéder au marché de l'emploi en Suisse.

UN ANCRAGE DES DEUX CÔTÉS DE LA FRONTIÈRE

L'intérêt des statistiques réside dans la comparaison. Cette deuxième édition de l'observatoire nous permet d'apprécier quelques tendances sur les trois années passées. L'évolution de la structure des emplois frontaliers, avec une baisse assez significative des catégories dites supérieures nous a interpellés. On peut penser que des cadres supérieurs, en raison de la préférence cantonale sur Genève, ont dû s'installer en Suisse. Une préférence dont les effets pernicieux sont multiples. Ainsi, la vision de l'entreprise pour les frontaliers a changé. En trois ans, la possibilité d'évoluer dans l'entreprise passe ainsi de la troisième à la cinquième place dans les motivations pour aller travailler en Suisse ! Fort heureusement, tout n'est pas négatif dans cette enquête. La forte intégration des travailleurs frontaliers dans leur entreprise et leur pays d'accueil se confirme, prouvant s'il en était besoin que le « phénomène frontalier » reste ancré solidement de part et d'autre de la frontière.

Ce dossier a été réalisé avec la collaboration de :

